OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OLUCOME

OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENT

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 001/OLUCOME/01/2018 PORTANT SUR UNE LOI BUDGETAIRE IRREALISTE, FANTAISISTE ET BUDGETIVOLE QUI REPOND AUX PREOCCUPATIONS PERSONNELLES DES DIRIGEANTS AU DETRIMENT DE L'EXTREME PAUVRETE QUE VIT ACTUELLEMENT LA POPULATION BURUNDAISE.

« Le peuple burundais devrait se réveiller et défendre pacifiquement leur droit en rapport avec leurs besoins fondamentaux pourtant garantis par la constitution burundaise et le pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels bafoué par ceux qui sont nourris et logés par ce même peuple.»

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est tellement étonné de constater que la loi budgétaire N° 1/ 28 du 31 décembre 2017 répond aux préoccupations personnelles des dirigeants sans pouvoir répondre au besoin de l'extrême pauvreté de la population burundaise.
   En effet, les ressources du budget Général de l'Etat exercice 2018 s'élèvent à 1224,125 milliards Francs burundais, les dépenses globales s'évaluent à 1388, 174 milliards Francs burundais et le déficit global du Budget de l'Etat exercice 2018 est de 164, 049 milliards Francs burundais.
2. Ce budget Général de l'Etat 2018 est un budget de consommation et non d'investissement. Ainsi, selon une analyse de l'OLUCOME, les ressources internes projetées du budget général de l'Etat s'équivalent à 851,875 milliards Francs burundais. Ce montant provient du montant global du budget général de l'Etat 2018 (1388,174 milliards Fbu) déduit des fonds du déficit global du budget de l'Etat 2018 (164,049 milliards Fbu) et des dons (372, 250 milliards Fbu). **Les ressources intérieures projetées sont de 851,875 milliards Francs burundais alors que les dépenses courantes du budget général de l'Etat 2018 sont de 868, 616 milliards Fbu.** Ce constat prouve à suffisance que le Gouvernement burundais ne peut pas réaliser aucun projet d'investissement à ses propres fonds. Ce qui est tout à fait le contraire du contenu des discours des autorités burundaises qui se vantent que le Gouvernement burundais réalise beaucoup de projets d'investissement au pays à ses propres fonds.
3. Or, dans le budget général de l'Etat exercice 2018, les dons extérieurs s'équivalent à plus de 372, 250 milliards Fbu. Ils proviendront de la Chine à hauteur de 18 milliards Fbu, de l'IDA- Banque Mondiale à raison de plus de 221 milliards Fbu, de l'Union Européenne à hauteur de plus 2,5 milliards Fbu, de la Belgique à raison de plus de 42 milliards Fbu, de l'INDE pour un montant de plus de 41 milliards Fbu, du Pays bas pour un montant de 6,5 milliards Fbu et de l'OMS pour un montant de plus de 40 milliards Fbu. Ces dons vont financer les projets sur le développement de l'éducation, de l'agriculture, de l'élevage et de la santé publique, la construction des Centres hydro-électriques, la construction du palais présidentiel, le renforcement des capacités institutionnelles pour l'efficacité gouvernementale, la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre et la santé des femmes, l'accélération de

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

l'atteinte de l'OMD 1C au Burundi, ...Rappelons aussi que **la dette intérieure est actuellement d'environ 1500 milliards Fbu soit plus de 100% du budget général de l'Etat et elle ne cesse d'augmenter suite à l'accroissement des intérêts**.

4. Un montant de plus de 1 040, 229 milliards de FBU est prévu pour faire face aux dépenses de fonctionnement et d'investissement dont les services généraux vont consommer 582 205 334 483 FBU, soit 56,0 % ; les services sociaux vont consommer 388 262 372 470 FBU, soit 37,3% et les services économiques 69 761 626 751 FBU soit 6,7%. Cette part réservée aux services économiques prouve à suffisance que les dirigeants burundais vivent presque sur une autre planète car il est inconcevable d'entendre dans leurs discours qu'ils sont entrés de développer le pays alors que les secteurs porteurs de croissance ne reçoivent que 6,7% sur des ressources nationales .
5. Bien plus, d'après le rapport de la Cour des comptes de commentaires sur le projet de loi de Budget Général de l'Etat exercice 2018, l'OLUCOME constate que cette institution ne mentionne que les sommes dérisoires de deux réalisations des années budgétaires 2013 et 2014 de la rubrique AMISOM et MUNISCA alors que les autres années c'est-à-dire 2015, 2016 et 2017, le Gouvernement n'avait pas prévu aucun fonds sur ladite ligne budgétaire. Ces deux réalisations sont de 2, 45 milliards Fbu pour l'année 2013 et de 2, 71 milliards Fbu pour l'année 2014.

6. D'après les investigations de l'OLUCOME, il trouve qu'il y a eu une fuite des fonds sur cette rubrique d'autant plus que des fois on affecte des fonds sur cette rubrique et dans d'autres cas on ne le fait pas dans les lois de finances. Alors que le Burundi possède plus de 5300 militaires en mission à l'étranger dans le cadre de l'AMISOM et MUNISCA et le Gouvernement du Burundi retire à la source sur chaque militaire burundais une somme de 200 dollars américains par mois et sur ce montant, il s'ajoute les frais de location des engins militaires. Pour ainsi dire que le Gouvernement devrait prévoir dans le budget général de l'Etat pour chaque année un montant de plus de 40 milliards de Fbu. De ce fait, l'OLUCOME demande au Gouvernement burundais d'informer le peuple burundais où vont ces fonds d'AMISOM et MUNISCA de plus de 400 milliards Fbu de depuis l'année 2007 ? Et pourquoi on n'affecte pas ces fonds d'AMISOM et MUNISCA dans la loi de finances?
7. Selon le même rapport de la cour des comptes, depuis 2013, la rubrique « Recettes Office Burundais des Mines et Carrières » n'a enregistré aucune réalisation jusqu'à la fin de l'année 2017. Ce n'est que pour l'année 2018, qu'il est prévu pour cette rubrique budgétaire les recettes de 7 557 560 000 Fbu. Cette situation est ainsi alors que le Conseil des ministres burundais en place ne cesse dans ces derniers jours d'approuver presque chaque deux semaines des conventions des investisseurs étrangers sur l'exploration et l'exploitation des minerais au Burundi. Nous citerons entre autre la Convention de l'exploitation du gisement de terres rares de Gakara attribué sans concurrence à la société **Rainbow** ; la Convention de l'exploitation du gisement de Nickel de Musongati attribué sans concurrence à la société ***BMM***; la Convention de l'exploitation du gisement de Nickel de Waga et Nyabikere attribué sans concurrence à la société « Consortium International d'Affaires de l'Alliance Mondiale des Sports (CIAAMS). », la Convention de l'exploitation du gisement de Cimba à Mabayi pour l'exploitation de l'or à la Société Tanganyika Gold SA, ... Et

chaque convention mentionne des montants en dollars américains que ces investisseurs étrangers doivent verser. L'OLUCOME se demande pourquoi ces fonds n'apparaissent pas dans les budgets généraux de l'Etat depuis plusieurs années, Où vont ces fonds ? Pourquoi dans le budget général de l'Etat de cette année, on y a affecté un montant minime ? L'OLUCOME rappelle qu'il y a plus de 8 sociétés étrangères qui ont déjà donné 3,680 milliards de Francs burundais au titre de frais d'exploration sans que ce montant soit budgétisé dans les lois de finances. Ces sociétés sont : RAINBOW, AMMG, FLEMISH, MINERGEY et SURSTREAM.

8. Suite à cette mauvaise gouvernance, les indicateurs macroéconomiques au Burundi sont au rouge. Selon le rapport récent du Réseau des Organisations des Jeunes en Action pour la paix (REJA-Burundi), le taux de chômage chez les jeunes en milieu rural est de 55% et en milieu urbain, il est de 65%. D'après la Banque Mondiale, le taux de pauvreté au Burundi atteint 70%. Le Fonds Monétaire International (FMI) classe le Burundi comme le premier pays le plus pauvre du monde avec un revenu par habitant et par an de moins de 300 dollars américains contre celui de plus de 600 USD dans la sous-région. Bien plus, au moment où le taux de fécondité est de 3% par an, le taux de croissance par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB) est presque négatif. Cette situation de pauvreté extrême persiste essentiellement par manque de vision des dirigeants burundais d'exploiter les sources pouvant procurer des fonds à l'Etat et de la mauvaise gestion des fonds disponibles. L'OLUCOME constate que les discours des dirigeants burundais sur l'économie nationale et la redistribution des ressources ne reflètent pas la réalité car ils disent que tout va bien et le Gouvernement réalise des projets de développement sans recourir aux aides extérieures. Cependant, les chiffres ci-haut sont plus parlants et prouvent clairement que le Budget de l'Etat prévu ne permet que de satisfaire difficilement les dépenses courantes de fonctionnement.

9. Au regard de tout ce qui précède et dans l'objectif de contribuer à la relance de l'économie burundaise et à la stabilité du pays, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Gouvernement en place du Burundi :

a. de stabiliser politiquement le pays à travers la conclusion du dialogue inter burundais d'Arusha piloté par l'East African Community (EAC) en vue de sauver l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation qui avait relevé le taux de croissance économique à 4.7 % ;
b. d'élaborer un budget-programme minutieusement étudié qui répond réellement aux préoccupations de la population burundaise à l'instar du chômage des jeunes, des femmes, la pauvreté extrême, la démographie galopante,... ;
c. de se doter d'un document de planification de développement stratégique (CSLP III) au cas échéant mettre en place le programme type plan Marshall pour faire face aux défis économiques qui menacent la stabilité et l'avenir du Burundi ;
d. d'affecter dans le budget général de l'Etat de chaque année, les montants réels des rubriques « AMISOM et MUNISCA » et « Recettes Office Burundais des Mines et Carrières » pour éviter les détournements des fonds de l'Etat ;

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

e. de mettre en pratique et non de manière théorique la politique d'austérité budgétaire qui consiste à diminuer le budget de consommation au profit du budget d'investissement ;
f. de rétablir la coopération bilatérale et multilatérale avec ses partenaires techniques et financiers;
g. de gérer la richesse nationale en reconnaissant qu'il est redevable devant son peuple ;
h. d'adopter une stratégie d'utiliser les ressources humaines (les experts) burundaises en privilégiant le rendement du travail et non l'appartenance politique pour les postes techniques ;
i. d'identifier les secteurs porteurs de croissance sur base desquels l'économie burundaise va s'appuyer pour décoller.

Aux parlementaires :

a. de se souvenir qu'ils sont logés et nourris par un peuple qui n'est pas capable de satisfaire ses besoins fondamentaux suite à l'extrême pauvreté qui le menace ;

b. de commanditer un audit sur les fonds émanant des missions de maintien de la paix en Somalie et en Centre Afrique ainsi que les fonds émanant des conventions minières ;

c. d'auditer tous les marchés exonérés qui dépassent actuellement un taux d'exécution de plus de 600 % par an sur le budget des exonérations prévues en vue de repérer les tops qui se cachent derrière ce vol organisé des finances publiques ;

d. de lutter contre la liberté financière qu'on observe dans tous les services publics où chaque Ministre gère comme il veut.

Au peuple burundais :

a. de refuser aux politiciens sans vision répondant réellement à ses préoccupations de continuer à nous voler notre richesse sur fond des slogans politiques mensongers qui n'ont aucun indicateur évaluable.

Fait à Bujumbura, le 10/01/2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

le 10/01/018

Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malvérisations Economiques
OLUCOME
B.P. 6616
Tél. 212113

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI